Déclaration liminaire

Unsa Éducation

CDEN du lundi 6 septembre 2021

Cette rentrée 2021 est à l'aube de la 3ème année scolaire sous COVID. Pour l'Unsa Éducation c'est une vraie satisfaction de retrouver tous les élèves en présentiel. Pour autant, il ne faut pas oublier les réelles inquiétudes dans un contexte épidémique marqué par le variant Delta et l'épuisement de l'année passée.

Depuis le début de la crise, les personnels exercent dans des conditions inédites pour permettre aux élèves de continuer à être accueillis un maximum en présentiel et bénéficier d'un service d'éducation de qualité. Adaptation permanente et réactivité ont été les maîtres mots pour mettre en place les incessantes modifications de règles sanitaires. Les efforts de toutes et tous pour tenir face à la crise sanitaire ont été conséquents. **L'usure des dix-huit mois de crise sanitaire et l'appréhension face aux semaines à venir concurrencent la motivation de cette rentrée.**

La crise sanitaire n'est pas la seule cause de ce moral en demi-teinte. L'usure c'est aussi celle d'une profession qui n'en peut plus d'entendre son ministre se féliciter de sa politique en faisant une description de l'école qui ne reconnaît que très peu les difficultés du terrain. Ils ont l'impression que le ministre évolue dans une autre dimension tant les écarts entre les annonces dans les médias et le réel sont grands. L'engagement et les difficultés des personnels pour s'adapter à leur contexte sont beaucoup plus complexes que ne le laissent penser ses propos.
Cela vaut pour la gestion de l'épidémie comme pour ses réformes. **C'est le sens de nos alertes départementales, académiques et ministérielles depuis maintenant des mois**.

La mise en œuvre à marche forcée de la **réforme du lycée général et technologique**, malgré la crise sanitaire, et la politique de multiplication des heures supplémentaires ne peuvent pas conduire à l'adhésion des enseignants.

Il est maintenant plus qu'urgent de reconnaître **le rôle des directrices et des directeurs** et de les soutenir : le bilan des premières mesures reste contrasté voire même insuffisant. Il est impératif de leur donner les moyens d'exercer leur fonction.

Les enseignants, inspecteurs, chefs d'établissements et directeurs d'école doivent pouvoir se recentrer sur leur cœur de métier : **les missions éducatives et pédagogiques.**

Des moyens supplémentaires sont nécessaires.

Pour se recentrer sur le sujet qui est le nôtre aujourd'hui, les ajustements de rentrée de la carte scolaire 2021, l'Unsa Éducation tient à rappeler que cette rentrée scolaire se fera avec moins de personnels enseignants (-13 postes dans le 1er degré et -23 postes dans le 2nd degré). Le déficit en ressources humaines a été la principale difficulté de l'année passée. Quid des personnels contractuels embauchés pour renforcer les viviers de remplaçants des professeurs des écoles ? Quid des assistants d'éducation supplémentaires recrutés pour renforcer les vies scolaires de nos établissements ? Le "quoi qu'il en coûte" présidentiel n'a semble t-il pas franchi le filtre de Bercy pour atteindre le Ministère de l'Éducation Nationale, son million de personnels et ses 12 millions d'élèves. L'Unsa Éducation rappelle ici le courrier intersyndical envoyé à l'ensemble des élus, député.es et sénateur.rices le 10 mai 2021. Les besoins créés par plus d'une année scolaire de fonctionnement du système éducatif perturbé par l'épidémie de Covid-19 sont énormes. Il est inacceptable que la rentrée 2021 se prépare toujours avec des moyens humains insuffisants. L'école ne pourra fonctionner, à court et à long terme, sans moyens supplémentaires. **Le budget de l'Éducation Nationale n'est pas à la hauteur de l'ambition éducative qui devrait être celle de la nation.**

Parmi les manques et dysfonctionnements mis en exergue par la crise sanitaire, **la question du bâti scolaire a été très prégnante au quotidien.** Au-delà de devoir mettre en œuvre des protocoles sanitaires exigeants en des temps records, les personnels se sont très souvent confrontés aux limites du lieu même où ils exercent pour y parvenir.

Qu'il s'agisse de l'architecture, des matériaux, de l'organisation de l'espace ou encore de l'équipement, le nombre de freins du bâti scolaire en France à un cadre sanitaire même élémentaire est très élevé et nécessite des réponses urgentes. L'aération des locaux de nombreux établissements reste parfois insuffisante voire impossible (absence d'ouvertures, ouvertures condamnées, mécanismes détériorés…). Paradoxalement, les mesures de la qualité de l'air sont quasi inexistantes. Le nombre de points d'eau potable, chaque fois qu'il est trop faible, rend très complexe l'organisation du remplissage de bouteilles ou de l'hydratation directe. De même, l'insuffisance ou l'insalubrité de certains équipements sanitaires interdit un lavage de mains réguliers et des passages aux toilettes dans de bonnes conditions.

Les consignes de non-brassage ne peuvent pas toujours être respectées en raison d'exiguïté ou d'aménagement non optimisé (distinction des locaux de travail et de pause impossible, difficulté d'organisation des sens de circulation, impossibilité de dédensifier les espaces…). **La santé des personnels comme des élèves ne doit plus être remise en cause faute de protocole sanitaire applicable.** Quel que soit le pouvoir en charge de la responsabilité des locaux, le ministère a un devoir de protection des agents qu'il emploie. À ce titre, il doit agir pour pallier les insuffisances du bâti scolaire en matière de sécurité.

L'Unsa Éducation se félicite de la tenue d'un CHSCT départemental exceptionnel le jeudi 9 septembre 2021. **L'attente des personnels est forte en matière de santé, sécurité et conditions de travail.** Très attaché à cette instance, l'Unsa Education espère que ces prochaines rencontres permettront la mise en place d'un plan de prévention des risques particulièrement liés à cette crise sanitaire, mais pas uniquement. La reconnaissance de nos métiers et la confiance des personnels est à ce prix.

En conclusion, **l'Unsa Education souhaite une bonne rentrée et bon courage à l'ensemble des personnels** enseignants, de direction et d'encadrement, santé, sociaux et administratifs pour cette nouvelle année scolaire qui malheureusement s'annonce toujours sous la marque du Covid.